

Les trois péchés du capitalisme occidental

Jean-Louis
Chambon

Le président d'honneur
du Cercle Turgot pointe
les dérives du modèle
capitaliste qui sont
à l'origine de la crise.

La gravité des « péchés capitaux » tient, on le sait, ni à leur nombre ni à leur nature mais au risque d'en entraîner de bien pires...
Regardons toutefois, sans autre inquiétude, ceux qui paraissent émerger du capitalisme occidental dans les dérives liées aux crises économiques et financières de 2008 et 2011 : l'arrogance, l'érosion du courage moral des dirigeants et la faiblesse du modèle face à la duplicité des « grandes firmes apatrides ».

L'arrogance du modèle occidental, cette fierté mêlée d'insolence méprisante a atteint son apogée avec la fin du rêve de l'alternative collectiviste à la fin des années 1990. La chute symbolique du mur de Berlin marquant « la fin de l'histoire » mais le triomphalisme qui en a résulté a aussi accéléré la fragilité de la puissance et annoncé une forme de décadence intellectuelle et morale d'une large part des élites, des politiques comme des économistes, enracinés dans leur certitude de l'émergence d'un « âge d'or » illimité fruit du modèle capitaliste occidental.

Ces nouvelles croyances et leurs représentations ont pensé pouvoir éliminer le risque et le facteur temps dans l'immédiateté et les modèles mathématiques. Elles ont en réalité ouvert la voie à « l'économie de la dette » et à l'ère de « la monnaie de singe », ceci dans le sillage de l'hégémonie américaine et de la financiarisa-

tion exubérante de l'économie alimentée par la confusion et la collusion des intérêts entre dirigeants et certaines parties prenantes des organisations.

Las... le modèle collectiviste s'est effondré en privilégiant le dogmatisme à l'économie. Si le modèle japonais s'est fracassé sur son affrontement frontal de concurrence avec les firmes occidentales, le « capitalisme totalitaire » incarné par le modèle chinois a réussi partout très au-delà des attentes, à l'exception certes notable de l'émergence anticipée d'une nouvelle forme de démocratie.

Tandis que le monde occidental

« Combien de temps faudra-t-il encore pour que les pays occidentaux comprennent que la croissance qu'ils appellent de leurs vœux est confisquée par l'hégémonie chinoise ? »

continue de regarder « l'éléphant chinois » à travers des lunettes déformantes comme « la petite souris asiatique », image savamment entretenue par le Parti communiste chinois (PCC), la Chine poursuit sa visée hégémonique et son impérialisme économique avec la complicité plus ou moins consciente d'une logique de « chinamérique » et des « grandes firmes apatrides », continuant de ruiner l'industrie occidentale et d'engendrer des excédents gigantesques.

Combien de temps faudra-t-il encore pour que les pays occidentaux comprennent que la croissance qu'ils appellent de leurs vœux est confisquée par l'hégémonie chinoise ? Il en faudra du courage... pour regarder la réalité en face et agir.

Or c'est précisément dans l'érosion du courage moral des dirigeants et des élites que s'incarne « le second péché capital » du capitalisme occidental. Dans le sillage de la « démocratie d'opinion » devenue « pharaon des temps modernes », les dirigeants occidentaux ont hérité d'un nouvel étage de démagogie et de populisme soutenu par la médiatisation de la société et la préférence à la communication plutôt qu'à l'action. Dans ces logiques court-termistes liées à leurs intérêts propres et notamment électoraux, ils ont « omis » d'expliquer à leurs concitoyens que l'on ne peut pas

durablement « dépenser plus que l'on gagne » sans hypothéquer l'avenir des générations futures. « L'économie de la dette » est la résultante de leur préférence pour la facilité plutôt que pour l'exigence morale.

La responsabilité des dirigeants s'étend à l'incapacité qu'ils ont montrée à préserver les fondamentaux d'un État de droit, souverain, à savoir notamment le respect des contrats et l'équité. Ainsi, en laissant entendre aux marchés que les États occidentaux pourraient ne pas honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs prêteurs (le secteur privé et les banques) ou bien en désignant des boucs émissaires (les riches, l'Europe, les banques), ces dirigeants ont renié leur mission première et le statut d'un État souverain dont ils étaient les garants.

Quand les dirigeants français

comprendront-ils qu'il n'y a pas de pays prospère sans banque prospère, qu'il n'y a pas de crédit sans actionnaire portant les fonds propres bancaires et qu'il n'y a pas d'actionnaire sans dividende rémunérant les risques ?

Enfin, la faiblesse congénitale du modèle capitaliste occidental face à la duplicité des « grandes firmes apatrides » a institué un système de dépendance tel un cheval de Troie installé au cœur même du système. Sans doute avec une large part de contraintes, le « capitalisme totalitaire » est patriotique. C'est l'une de ses grandes forces dans la compétition économique et son pouvoir lobbyiste : il suffit de constater les mesures de rétorsion contre les firmes, les personnes ou les États qui osent braver frontalement la politique chinoise...

A contrario, les grandes firmes apatrides dans le monde occidental n'ont d'autres « règles d'or » que le profit à court terme en dépit des discours de leurs dirigeants ; elles ne se battent pour aucun modèle. Il s'en suit les externalisations et les utopies comme celles des « industries sans usine ». Ces « grandes firmes apatrides » et leurs lobbys sont devenues par leur vision court-termiste les principaux alliés des stratégies hégémonistes des rivaux du modèle occidental, et donc leur « ennemi objectif ».

Devant le gouffre de l'histoire, le capitalisme occidental a le devoir de renouveler son système économique avec de profondes remises en cause, une nouvelle lucidité dans la solidarité pour défendre ses valeurs et l'avenir de ses enfants.

Le temps est maintenant compté.

DESSINS DOBRITZ

